HAL
open science

Sociologie de Marseille : la “ ville habitée ” contre la “ ville imaginée ”

Cesare Mattina, Nicolas Maisetti

To cite this version:

Cesare Mattina, Nicolas Maisetti. Sociologie de Marseille : la “ ville habitée ” contre la “ ville imaginée ”. Métropolitiques, 2015, https://www.metropolitiques.eu/Sociologie-de-Marseille-la-ville.html. hal-01680716

HAL Id: hal-01680716

https://hal.science/hal-01680716

Submitted on 11 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sociologie de Marseille : la « ville habitée » contre la « ville imaginée »

Cesare Mattina & Nicolas Maisetti

Recensé : Michel Peraldi (dir.). Claire Duport, Michel Samson, *Sociologie de Marseille*, Paris, éd. La Découverte, coll. Repères, 2015. 121 p.

Parce que la cité phocéenne charrie, plus que d'autres, un ensemble de représentations sociales et de discours, la déclinaison marseillaise de la collection « Sociologie de » était attendue. Nicolas Maïsetti et Cesare Mattina soulignent la contribution de ce nouvel opus à une lecture plus réaliste et informée de la complexité marseillaise, tout en pointant la persistance de certaines figures obligées (le « déclin ») qui méritent également d'être questionnées.

Dix ans après la publication de « Gouverner Marseille », Michel Peraldi, sociologue et anthropologue, et Michel Samson, journaliste, longtemps correspondant du Monde à Marseille, accompagnés ici par Claire Duport, sociologue, consacrent un nouvel ouvrage à la ville de Marseille. Cet *opus* se présente avec la même ambition : embrasser les enjeux actuels du fonctionnement du gouvernement urbain et de ses structures économiques, de leurs transformations et de leurs permanences.

Cet ouvrage s'inscrit dans une collection des éditions La Découverte qui s'attache à des monographies de villes : « Sociologie de... » Nantes, Lyon, Bordeaux et Paris ont ainsi été publiées ces dernières années. Ces ouvrages poursuivent une ambition commune : proposer, dans un texte court et accessible, un ensemble de questionnements et de problématiques autour d'un contexte urbain spécifique. Une comparaison de ces monographies nous permet d'identifier un certain nombre de récurrences dans les enjeux soulevés : la démographie, les inégalités sociales et les questions autour de la gentrification des espaces urbains ; celle aussi de la construction métropolitaine et de la transformation du pouvoir local ; le rôle des mémoires collectives et des imaginaires urbains ; ou encore de l'histoire des luttes politiques et de leurs configurations historiques, *etc*.

Hormis « Sociologie de Lyon » (Authier et *al.* 2010) et « Sociologie de Nantes » (Masson et *al.* 2013), cette collection présente l'inconvénient de verser dans une veine assez fortement localiste, consistant à ne mettre que rarement la ville étudiée en perspective et en comparaison avec d'autres contextes urbains. Or, à notre heureuse surprise, la comparaison et la mise en équivalence sont, somme toute, fort présentes dans cette « Sociologie de Marseille ». Les auteurs prennent soin de discuter la singularité des phénomènes observés en relation avec les transformations des contextes urbains, peut-être en réponse aux critiques formulées (Pinson 2005) à l'occasion de la publication de « Gouverner Marseille ». Par exemple, concernant la structuration sociale de la ville et la pauvreté, ils fournissent des tableaux de comparaison assez stimulants avec d'autres villes, jusqu'à esquisser, au sujet des indicateurs de la pauvreté, des confrontations avec le département de Seine-Saint-Denis.

En introduction, les auteurs rappellent ainsi l'enjeu de banaliser les études sur une ville qui fait l'objet d'un nombre considérable de discours (médiatiques, littéraires, cinématographiques) constituant autant de relais de « mythes », quand sociologues et historiens s'évertuent à les

déconstruire. Cet ouvrage entend dès lors confronter la « ville imaginée » à la « ville habitée », c'est-à-dire opposer la réalité empirique aux « légendes » urbaines. S'il n'évoque pas la question de la propreté et l'enjeu de la gestion des déchets (Donzel et Godard 2014), l'auteur mentionne, avant de les battre en brèche, « la circulation et le mouvement, la vibration des affaires, le brassage des cultures et des appartenances, la débrouille » (p. 9), et plus loin, s'appuyant sur les travaux de Laurent Mucchielli et de Laurence Montel, les stéréotypes de l'insécurité, la violence et de la « capitale du crime » (p. 24 et p. 80). L'encadré rappelant la représentation de Marseille au cinéma, et en l'espèce dans « À Bout de Souffle », est saisissante : « le Vieux-Port, un mauvais garçon, une voiture volée, la fuite » (p. 24).

L'exemple du mythe « cosmopolite » est le plus connu et le plus renseigné par la littérature (Geisser et Kelfaoui 2007). Les auteurs le réaffirment ici : la réputation d'une ville multiethnique et multiculturelle est le résultat d'une « fiction politique ». Si elle entraîne des effets sociaux indéniables, elle n'en demeure pas moins démentie par les chiffres du nombre d'étrangers présents à Marseille et par la redéfinition même de ce mythe cosmopolite. Celui-ci n'a plus grand chose à voir avec l'orientalisme folklorisé du début du XXe siècle, mais s'inscrit dans le discours du « vivre-ensemble » qui s'efforce, tant bien que mal, de vanter la coexistence harmonieuse de « communautés » ethniques et religieuses. Pour reprendre les termes de l'auteur, un mythe cosmopolite glissant de « l'exil et du transit à une exaltation de la diversité sédentarisée, ancrée dans la ville et ses clivages sociaux ; un mythe qui glisse aussi du port aux cités… » (p. 75).

Une ville en transformations

Les auteurs ouvrent des pistes assez stimulantes pour appréhender la redoutable question des « transformations » dont la ville ferait l'objet depuis une décennie : le démantèlement du port, la disparition des grandes bourgeoisies négociantes et industrielles, celle des mondes ouvriers, leur précarisation et la domination des intérêts des classes moyennes (employés du secteur public). Ils proposent une série de pas de côté par rapport aux références – nourries par les médias – que le grand public peut avoir de Marseille : la violence et la délinquance, les scandales de corruption, la propreté, les grands projets urbains ou les événements culturels.

Certes, le format du volume n'autorise pas de longs développements et certaines hypothèses esquissées mériteraient sans doute de faire l'objet d'approfondissements. Ainsi en est-il par exemple de la croissance démographique depuis le début des années 2000. Sa description dans l'ouvrage ne fait pas mention des controverses autour de son interprétation et de son ampleur apportées par certains chiffres récents (Compass 2013 ; INSEE 2014). Ceux-ci montrent ainsi que le maintien de la population ne tient guère à l'arrivée d'actifs et de cadres (le fameux « effet TGV »), mais davantage à un taux de natalité supérieur à la moyenne nationale, en particulier dans les quartiers du nord de la ville. Loin donc du discours des élus, engagés dans la course à l'attractivité et vantant une ville ayant gagné « 5 000 habitants par an depuis dix ans ».

De même, l'analyse des processus de gentrification, qualifiée successivement de « paradoxale », puis de « ratée », pourrait faire l'objet d'une plus ample discussion. L'hypothèse des auteurs est que Marseille a expérimenté les opérations de requalification des espaces urbains très tôt au XXe siècle. Relancées dans le sillage de l'opération Euroméditerranée depuis le milieu des années 1990, ces tentatives de rénovation des quartiers de l'hyper-centre, visant à substituer à la pauvreté une population plus encline à voter pour les notables, se limitent à l'implantation d'équipements publics (culturels, universitaires, sécuritaires, institutionnels), sans conduire les acteurs privés à investir dans la construction de logements ou de commerces. Cette « désactivation » de la vie sociale et commerciale dans l'hyper-centre accompagne une sécurisation des espaces sans pour autant se traduire par l'arrivée des classes moyennes tant espérée (sans que l'on sache avec précision, par ailleurs, le taux d'occupation des logements de la rue de la République, ni les propriétés sociales des nouveaux habitants du périmètre Euroméditerranée).

Si stimulante soit cette lecture, l'évolution du traitement de la gentrification nous semble révélatrice d'un usage élastique de ce concept. Partiellement valide pour qualifier les évolutions autour du Vieux-Port et du Panier, il peine à décrire et explique les contrastes dans le reste de la ville où se côtoient résidences fermées (Dorier-Apprill 2008) et fragments de pauvreté jusque dans les quartiers au sud (Roy d'Espagne) et à l'est (Air Bel, Caillols).

Quid, par ailleurs, de l'implantation de néo-arrivants (souvent issus d'une nouvelle « immigration » des autres métropoles françaises) dans les quartiers contigus au centre-ville qui dessinent, peut-être, de nouvelles formes d'embourgeoisement, certes très différentes de celui des quartiers à l'Est de la ville (Capelette, Rouet, ainsi que les quartiers des 11e et 12e arrondissements) ? Comment interpréter, enfin, des processus de gentrification, peut-être moins visibles dans les quartiers du nord de la ville mais pourtant massifs dans les quinze dernières années et qui accentuent, à une échelle encore plus fine, des processus de ségrégation spatiale ? Comment les comparer avec des tendances similaires présentes dans les centres urbains en France et en Europe ?

La thèse du « déclin »

Une hypothèse forte de l'ouvrage consiste à décrire une ville sous « perfusion » administrative, du fait de la masse d'emplois publics (18 % des actifs de la ville sont employés par le secteur public, soit deux fois plus qu'à Paris, mais 8 % seulement font partie des professions intellectuelles supérieures, soit trois fois moins qu'à Paris et deux fois moins qu'à Lyon), produit entre autres d'une longue histoire de redistribution clientélaire des ressources. D'autres travaux (Donzel 2014) soulignent pourtant le poids des entreprises privées, en particulier celles qui gravitent autour du port, ainsi que des grands groupes (Véolia, Bouygues, CMA-CGM[1]...) qui continuent de jouer un rôle important en termes d'accumulation économique.

Sans être totalement dans la veine du déclinisme, « Sociologie de Marseille » abonde probablement un peu trop la perspective du « décrochage », des conséquences de la fin du système migratoire, du processus de « provincialisation » de la ville. Les auteurs semblent alors insister davantage sur la pauvreté et le déclin, là où les problèmes majeurs de cette ville semblent plutôt ceux des inégalités sociales criantes et plus prononcées que dans d'autres villes françaises. L'ouvrage peine dès lors à expliquer le *hiatus* entre une politique locale encore capable de redistribuer de façon différentielle et inégalitaire des ressources en vue de la clientélisation des entourages politiques d'élus et d'un électorat plus élargi (Mattina 2016) et une action publique multi-niveaux qui échappe quasi-entièrement aux élus locaux, pour être l'apanage des acteurs étatiques, des entreprises privées, ou des acteurs associatifs. Enfin, une série d'entrées est peu renseignée alors qu'elles nous semblent emblématiques des évolutions des pouvoirs urbains à Marseille : l'extrême faiblesse des politiques de transports (Hernandez 2003), la mobilisation des acteurs locaux en vue de l'obtention des grands événements internationaux (Maisetti 2014), la production des logements ou les politiques de la diversité ethnico-culturelles (Sala Pala 2013). L'idée, que les auteurs développent, d'une ville devenue provinciale suite à l'effondrement du système industrialo-portuaire, de la diminution drastique du pourcentage d'étrangers résidents se heurte à un constat socio-historique important : Marseille a été, par le passé (et est encore), à la fois une ville-monde et une ville-provinciale, avec ses logiques de replis identitaires autour de certains « noyaux villageois » dans lesquels des populations souvent de classes moyennes et petites-moyennes (y compris des ouvriers en ascension sociale) ont souvent construit leurs particularités et identités autour du « bon vivre » villageois, des traditions provençales et festives, des associations de quartier comme autant d'instruments permettant de mieux repousser les effets de l'urbanisation galopante de l'après-guerre, des cités HLM et des populations étrangères arrivées (Chabert 2010).

[1] Compagnie maritime d'affrètement - Compagnie générale maritime.

Nonobstant ces controverses, les auteurs se montrent particulièrement convaincants dans l'analyse de l'effondrement du commerce informel et de ses conséquences. En montrant comment s'articulaient activités informelles et portuaires, et en soulignant les conditions économiques et politiques de leur disparition, l'ouvrage dévoile une partie inattendue des rouages de la paupérisation. La fragilisation économique des catégories populaires se double ici d'une stigmatisation sociale dont elles font l'objet de la part des autorités politiques locales. La crise subie par le port est de ce fait aussi celle des économies de bazar de Belsunce et de la Madrague. En creux, les auteurs suggèrent que ce phénomène n'est pas étranger à la montée des trafics de stupéfiants dans les quartiers du nord, à partir des années 1980, et qui se traduisent en partie aujourd'hui par les règlements de compte qui font la une des journaux nationaux, même si leur ampleur statistique est contestable et contestée (Mucchielli 2013 ; Montel 2014).

Cet ouvrage est ainsi riche pour « entrer dans la ville », éviter les pièges du sens commun et des stéréotypes, et comprendre les évolutions récentes des pouvoirs politiques, ainsi que les multiples contradictions qui habitent et qui hantent les systèmes économiques locaux.

Bibliographie

Authier, J-Y. Grafmeyer, Y. Mallon, I. et Vogel, M. 2010. *Sociologie de Lyon*, Paris, La Découverte.

Chabert, P. 2010. *Les cercles, une sociabilité à Marseille*, Marseille, Éditions Jeanne Laffitte.

Compas. 2013. *Disparités socio-spatiales en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Marseille, Compas/PACA.

Donzel, A. 2014. *Le nouvel esprit de Marseille*, Paris, L'Harmattan.

Donzel, A. et Godard, P. 2014. *Éboueurs à Marseille. Luttes syndicales et pratiques municipales*, Paris, Syllepse.

Dorier-Apprill, E. Audren, G., Garniaux, J. Oz, R. et Stoupy, A. 2008. « Ensembles résidentiels fermés et recompositions urbaines à Marseille », *Pouvoirs Locaux*, vol. 78, n° 3, p. 92-98.

Geisser, V. Kelfaoui, S. 2001. « Marseille 2001 : la communauté réinventée par les politiques. Enjeux municipaux autour de la communauté musulmane ? », *Migrations Société*, vol. 77, n° 3, p. 55-77.

Hernandez, F. 2003. *Le processus de planification des déplacements urbains entre projets techniques et modèles de ville*, Thèse en aménagement et en urbanisme, Université Aix-Marseille 3.

INSEE. 2014. « La croissance démographique ralentit (2007-2012) », *Insee flash*, analyse n° 9. URL : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=5&ref_id=21981

Maisetti, N. 2014. *Opération culturelle et pouvoirs urbains. Instrumentalisation économique de la culture et luttes autour de Marseille-Provence Capitale européenne de la culture 2013*, Paris, L'Harmattan.

Masson, P. Cartier, M. Le Saout, R. Retière, J.N. et Suteau, M. 2013. *Sociologie de Nantes*, Paris, La Découverte.

Mattina, C. 2016 (à par.). *Avec qui gouverne-t-on la ville. Redistribution clientélaire des ressources et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Sciences Po.

Montel, L. 2014. « *"Marseille-Chicago" : naissance d'une représentation* », *Faire Savoirs*, n° 11, p. 9-18.

Mucchielli, L. 2013. *Délinquances et criminalités, fantasmes et réalités*, Paris, Fondation Jean-Jaurès.

Pinson, G. 2006. « Compte-rendu de Peraldi, M. et Samson, M. "*Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*", Paris, La Découverte, 2005 », *Pôle Sud*, n° 24, p. 164-165.

Sala Pala, V. 2013. *Discriminations ethniques. Les politiques du logement social en France et en Grande Bretagne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Nom de l'auteur :
Cesare Mattina est enseignant-chercheur en sociologie au Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (LAMES-CNRS) et à l'Université d'Aix-Marseille. Il travaille sur le gouvernement des villes et les relations entre élites politiques et groupes socio-professionnels. Il a investi, depuis 2008, les terrains des relations entre industries à risques (chimie et nucléaire civil) et les territoires environnants en France et en Italie.
Nicolas Maisetti est chercheur associé au CHERPA (Croyance, histoire, espace, régulation politique et administrative) de Sciences Po Aix-en-Provence. Il est l'auteur d'une thèse de science politique consacrée à l'internationalisation de Marseille et soutenue à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne (2012). Ses recherches actuelles questionnent les liens entre les processus d'internationalisation et la recomposition des pouvoirs urbains, au croisement d'une sociologie politique de l'action publique et des études urbaines.

Pour en savoir plus :

Pour citer cet article :
Référence web